



Conseil d'administration

322^e session, Genève, 30 octobre-13 novembre 2014

GB.322/INS/13

Section institutionnelle

INS

Date: 19 septembre 2014

Original: anglais

TREIZIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Directeur général

Objet du document

Le présent rapport résume les informations que le Directeur général souhaite communiquer au Conseil d'administration sur les questions suivantes: progrès de la législation internationale du travail et administration interne.

Objectif stratégique pertinent: Sans objet.

Incidences sur le plan des politiques: Aucune.

Incidences juridiques: Aucune.

Incidences financières: Aucune.

Suivi nécessaire: Aucun.

Unité auteur: Département des normes internationales du travail (NORMES), Bureau du Conseiller juridique (JUR),
Département du développement des ressources humaines (HRD) et Service des relations officielles (RELOFF).

Documents connexes: Aucun.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Progrès de la législation internationale du travail	1
II. Administration interne	4

I. Progrès de la législation internationale du travail

Ratification des conventions

1. Depuis les informations communiquées à la 320^e session du Conseil d'administration jusqu'au 11 août 2014, le Directeur général a enregistré les **32** ratifications suivantes de conventions internationales du travail.

Albanie

Ratifications enregistrées le 24 avril 2014:

Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988

Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006

Arabie saoudite

Ratification enregistrée le 2 avril 2014:

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

Argentine

Ratification enregistrée le 24 mars 2014:

Convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011

Ratification enregistrée le 28 mai 2014:

Convention du travail maritime, 2006

Bangladesh

Ratification enregistrée le 28 avril 2014:

Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

Belize

Ratification enregistrée le 8 juillet 2014:

Convention du travail maritime, 2006

Colombie

Ratification enregistrée le 9 mai 2014:

Convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011

Comores

Ratification enregistrée le 6 juin 2014:

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

Congo

Ratification enregistrée le 26 mars 2014:

Convention du travail maritime, 2006

Ratifications enregistrées le 14 mai 2014:

Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007

République islamique d'Iran

Ratification enregistrée le 11 juin 2014:

Convention du travail maritime, 2006

Irlande

Ratification enregistrée le 21 juillet 2014:

Convention du travail maritime, 2006

Jordanie

Ratification enregistrée le 12 février 2014:

Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952

Kenya

Ratification enregistrée le 31 juillet 2014:

Convention du travail maritime, 2006

Kiribati

Ratification enregistrée le 6 juin 2014:

Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

République démocratique populaire lao

Ratification enregistrée le 4 juin 2014:

Convention (n° 171) sur le travail de nuit, 1990

Maurice

Ratification enregistrée le 30 mai 2014:

Convention du travail maritime, 2006

Ratification enregistrée le 25 juillet 2014:

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Slovénie

Ratifications enregistrées le 12 février 2014:

Convention (n° 171) sur le travail de nuit, 1990

Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006

Somalie

Ratifications enregistrées le 20 mars 2014:

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

Suisse

Ratification enregistrée le 4 juin 2014:

Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

Tunisie

Ratifications enregistrées le 11 février 2014:

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978

Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981

Turkménistan

Ratification enregistrée le 12 février 2014:

Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

Uruguay

Ratification enregistrée le 5 juin 2014:

Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995

Viet Nam

Ratification enregistrée le 16 mai 2014:

Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006

Déclarations concernant l'application de conventions à des territoires non métropolitains (Article 35 de la Constitution)

2. Le Directeur général a enregistré les déclarations suivantes concernant l'application de conventions internationales du travail aux territoires non métropolitains suivants:

Royaume-Uni

Déclaration enregistrée le 13 février 2014:

Convention du travail maritime, 2006

L'acceptation des obligations de la convention: îles Caïmanes

Déclaration enregistrée le 2 mai 2014:

Convention du travail maritime, 2006

L'acceptation des obligations de la convention: Bermudes

II. Administration interne

3. L'article 4.2 d) du Statut du personnel dispose que:

Les emplois vacants dans la catégorie des directeurs et des administrateurs principaux sont pourvus par le Directeur général par voie de transfert sans changement de grade, de promotion ou de nomination. Sauf dans le cas où elles visent les emplois vacants dans les projets de coopération technique, ces promotions ou ces nominations sont portées à la connaissance du Conseil d'administration, avec un exposé succinct des aptitudes des personnes ainsi promues ou nommées.

4. Les nominations et promotions ci-dessous sont ainsi portées à la connaissance du Conseil d'administration.

M. Giuseppe Casale (Italie)

Nommé conseiller principal de la directrice du Centre international de formation de l'OIT (CIF-OIT) à compter du 1^{er} juin 2014. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en novembre 2002.

M. Tim De Meyer (Belgique)

Nommé directeur du Bureau de pays de l'OIT pour la Chine et la Mongolie et promu au grade D.1 à compter du 2 mars 2014.

Né en 1962, M. De Meyer est titulaire d'une maîtrise de droit de l'Université d'Anvers (Belgique) et d'une maîtrise en journalisme et sciences de la communication de l'Université de Gand (Belgique).

M. De Meyer a commencé sa carrière dans la fonction civile fédérale belge en 1987. Entre 1992 et 1994, il a été expert associé, spécialiste des normes internationales du travail, au sein de l'Equipe consultative multidisciplinaire pour l'Asie de l'Est de l'OIT à Bangkok. De 1994 à 1997, il a enseigné le droit de l'Union européenne à l'Université de Kyushu (Japon). Il a repris du service auprès du BIT en 1997, date à laquelle il a été affecté à New Delhi (Inde) en tant que spécialiste des normes internationales du travail. En 2000, M. De Meyer a été transféré au siège de l'OIT à Genève, où il a travaillé comme juriste pour le Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC). Entre 2002 et 2012, il a rempli les fonctions de spécialiste principal des normes internationales du travail et de la législation du travail au sein de l'Equipe d'appui technique au travail décent pour l'Asie de l'Est et du Sud-Est et le Pacifique de l'OIT.

M. De Meyer a une connaissance approfondie du droit national et international du travail – assortie d'une longue expérience en la matière, notamment en ce qui concerne la promotion des principes et droits fondamentaux au travail et la législation du travail dans les pays en développement. Il a écrit de nombreuses publications sur des thèmes comme l'égalité et la non-discrimination, les salaires, la protection des droits et les normes internationales du travail.

M. Adolfo Deibe (Argentine)

Nommé directeur du Centre interaméricain pour le développement des connaissances en formation professionnelle (OIT-CINTERFOR) à Montevideo (Uruguay) au grade D.1 à compter du 1^{er} mai 2014.

Avant sa nomination, M. Deibe a été secrétaire à l'emploi au ministère du Travail et de la Sécurité sociale de l'Argentine (2003 à 2014), directeur des relations professionnelles (1996 à 2003), conseiller au ministère de la Culture et de l'Education (1994) et conseiller du secrétaire aux relations professionnelles du ministère du Travail (1989 à 1992). M. Deibe est titulaire d'un doctorat en relations professionnelles de l'Université de Buenos Aires (Argentine). Il a enseigné dans plusieurs universités en Argentine et il a suivi des cours de troisième cycle en relations professionnelles à l'Université de Bologne (Italie) et en économie à l'Université de Buenos Aires. Il a représenté le gouvernement argentin lors de plusieurs réunions organisées par l'Organisation des Etats américains, l'OIT, le MERCOSUR, l'Association mondiale des services d'emploi publics, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et la Banque interaméricaine de développement.

M. Rafael Diez de Medina (Etat plurinational de Bolivie)

Nommé statisticien principal et directeur du Département de la statistique (STATISTICS) et promu au grade D.2 à compter du 1^{er} avril 2014. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en novembre 2009.

M^{me} Janelle Diller (Etats-Unis)

Nommée conseillère principale de la Directrice générale adjointe pour les politiques (DDG/P) à compter du 1^{er} mars 2014. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en novembre 2008.

M^{me} Anne Drouin (Canada)

Nommée chef du Service du financement public, des services actuariels et des statistiques (SOC/PFACTS), au sein du Département de la protection sociale (SOCPRO), et promue au grade D.1 à compter du 1^{er} juin 2014.

Née en 1966, M^{me} Drouin est membre de la Société des actuaires des Etats-Unis et de l'Institut canadien des actuaires. Elle est titulaire d'une maîtrise ès sciences en études du développement de l'Université d'Ottawa (Canada).

M^{me} Drouin a commencé à travailler pour le Département de la protection sociale (SOCPRO) du BIT en 1994. Elle a été spécialiste principale de la sécurité sociale en Asie de l'Est de 1999 à 2002. Depuis 2008, elle est responsable de l'Unité des services financiers et actuariels (ILO FACTS) du BIT.

M^{me} Drouin a travaillé pendant vingt-cinq ans sur des questions comme les politiques de protection sociale, la sécurité du revenu, les retraites et l'analyse quantitative et financière. Précédemment, elle a collaboré avec l'une des principales compagnies d'assurance du Canada, et elle figure parmi les membres influents de l'Association actuarielle internationale. Elle enseigne aux étudiants du master en sciences actuarielles de l'Université de Lausanne (Suisse) et elle a une expérience dans le domaine des politiques sociales, des finances publiques, de l'évaluation actuarielle, de l'analyse économétrique statistique des aléas de la vie et de la pratique de la gestion financière.

M. Horacio Guido (Argentine)

Nommé chef du Service de l'application des normes (APPL), au sein du Département des normes internationales du travail (NORMES), et promu au grade D.1 à compter du 1^{er} avril 2014.

Né en 1963, M. Guido est titulaire d'un diplôme en droit de l'Université de Buenos Aires (Argentine) et il a suivi des cours sur la législation du travail et le droit international public à la Faculté de droit d'Harvard (Etats-Unis) et à l'Académie de droit international de La Haye (Pays-Bas).

M. Guido est entré au BIT en 1991 et a d'abord été affecté au Service de la liberté syndicale de NORMES. En 2005, il a été nommé coordinateur en matière de normes pour ce qui touche aux conventions relatives à la liberté syndicale. En tant que représentant du secrétariat du BIT, il a contribué aux travaux de l'ensemble des organes de contrôle du BIT. Il a été responsable d'un programme sur la liberté syndicale en Amérique latine au Centre de Turin. M. Guido a rédigé plusieurs publications du BIT sur la liberté syndicale et la négociation collective.

M. Iyanatul Islam (Bangladesh)

Nommé chef du Service des politiques de l'emploi et du marché du travail (EMPLAB), au sein du Département des politiques de l'emploi, et promu au grade D.1 à compter du 1^{er} janvier 2014.

M. Islam a la double nationalité bangladaise et australienne. Il est titulaire d'une licence en économie de l'Université de Manchester (Royaume-Uni) et d'une maîtrise en économie de l'Université Western Ontario (Canada), ainsi que d'un doctorat en développement économique de l'Université de Cambridge (Royaume-Uni).

M. Islam a commencé à travailler pour le BIT en novembre 2008 en tant que spécialiste principal de l'emploi et il a été promu chef de l'Unité des politiques nationales de l'emploi au sein du Département des politiques de l'emploi en 2010. Auparavant, il avait été professeur de commerce international à l'École de commerce international et d'études asiatiques de l'Université Griffith (Australie). A partir du milieu des années quatre-vingt, il a travaillé comme expert indépendant pour l'OIT et, à certaines occasions, pour le Programme des Nations Unies pour le développement. Il a rédigé, seul ou en collaboration, plus de 100 articles et comptes rendus dans des publications en ligne de tout premier plan, et c'est l'un des fondateurs du *Journal of Asia-Pacific Economy*.

M^{me} Nancy Leppink (Etats-Unis)

Nommée chef du Service de l'administration du travail, de l'inspection du travail et de la sécurité et santé au travail (LABADMIN/OSH), au sein du Département de la gouvernance et du tripartisme, au grade D.1 à compter du 1^{er} juin 2014.

M^{me} Leppink est titulaire d'un doctorat en jurisprudence de la Faculté de droit de l'Université du Minnesota (Etats-Unis) et d'une licence en psychologie de l'Université de Washington (Etats-Unis). Avant son entrée au BIT, M^{me} Leppink a été haut fonctionnaire sur nomination présidentielle, dirigeant la Division des salaires et du temps de travail du ministère du Travail des Etats-Unis. De 1999 à 2009, elle a été conseillère juridique principale pour le Secrétariat du travail et de l'industrie de l'Etat du Minnesota et, de 1985 à 1999, elle a été procureur général adjoint pour ce même Etat, statuant sur des affaires relatives aux droits de l'homme, à la sécurité et la santé au travail et à la législation relative au travail et à l'emploi.

M^{me} Leppink a plus de vingt-cinq ans d'expérience à des postes stratégiques ou de direction dans le domaine de la politique de l'emploi et du travail, du droit, de l'administration et du contrôle de l'application des lois. Elle a travaillé à l'échelon régional, fédéral et international, aussi bien dans les secteurs public et privé que pour des organisations à but non lucratif.

M. Seiji Machida (Japon)

Nommé conseiller principal en sécurité et santé au travail auprès de la Directrice générale adjointe pour les politiques (DDG/P) au grade D.1 à compter du 1^{er} avril 2014. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en mars 2010.

M^{me} Petra Marshall (Royaume-Uni)

Nommée chef des Services de gestion des technologies (TMS), au sein du Département de la gestion de l'information et des technologies (INFOTEC), et promue au grade D.1 à compter du 1^{er} avril 2014.

Née en 1963, M^{me} Marshall est titulaire d'une maîtrise ès sciences en psychologie du travail, obtenue à l'Institut Birkbeck de l'Université de Londres (Royaume-Uni), ainsi que d'une licence ès lettres de russe et d'anglais, avec spécialisation secondaire en astronomie et en pédagogie, et d'un certificat d'aptitude à l'enseignement de l'Université de Keele (Royaume-Uni). Elle est aussi titulaire d'un certificat en ITIL (Information Technology Infrastructure Library).

Depuis qu'elle a pris ses fonctions à INFOTEC en 2007, M^{me} Marshall a été chef du service «Exploitation des moyens informatiques et services techniques», qui a fusionné avec la Section d'appui aux usagers qu'elle a aussi dirigée. Après la réforme des fonctions relatives aux technologies de l'information et à la gestion de l'information, elle a été chef par intérim des Services de gestion des technologies.

M^{me} Marshall a débuté sa carrière en tant que Volontaire des Nations Unies et s'est consacrée dans ce cadre à la mise en œuvre d'un projet régional pour la promotion des échanges commerciaux en Asie et dans le Pacifique qui l'a amenée à créer des systèmes de gestion douanière pour la collecte des taxes et autres recettes. Par la suite, elle a travaillé pour la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'Organisation mondiale de la santé et l'Office des Nations Unies à Genève, assumant diverses fonctions liées au développement de systèmes d'information, aux services d'appui, à l'administration et à la gestion de projets, dans des postes de supervision et de direction.

Avant de travailler pour les Nations Unies, M^{me} Marshall a contribué à l'élaboration de systèmes d'essais pharmaceutiques pour la Wellcome Foundation (Royaume-Uni). Elle est membre du Chartered Institute for Personnel and Development.

M^{me} Shauna Olney (Canada)

Nommée chef du Service des questions de genre, de l'égalité et de la diversité (GED), au sein du Département des conditions de travail et de l'égalité (WORKQUALITY), et promue au grade D.1 à compter du 1^{er} avril 2014.

Née en 1963, M^{me} Olney a obtenu une licence en droit à l'Université de Colombie-Britannique (Canada) et un diplôme de droit de troisième cycle de l'Université d'Oxford (Royaume-Uni) portant plus particulièrement sur les relations professionnelles et les droits de l'homme.

M^{me} Olney travaille pour le BIT depuis vingt-deux ans; elle a notamment dirigé l'équipe «Égalité, travailleurs migrants et peuples indigènes et tribaux» à NORMES. Elle a assumé des fonctions au sein de plusieurs autres services dans des domaines comme l'égalité et la non-discrimination, les relations professionnelles, la législation du travail et la liberté syndicale. Avant cela, elle a travaillé au Canada en tant qu'avocate et conseillère juridique spécialisée dans les relations professionnelles et les droits de l'homme. Elle a aussi été employée par la Cour suprême du Canada.

M. Georges Politakis (Grèce)

Nommé conseiller juridique adjoint au Bureau du Conseiller juridique (JUR) et promu au grade D.1 à compter du 1^{er} mars 2014.

Né en 1962, M. Politakis est titulaire d'un diplôme en droit de l'Université d'Athènes (Grèce), d'une maîtrise de droit de la London School of Economics and Political Science (Royaume-Uni) et d'un doctorat de l'Institut de hautes études internationales de l'Université de Genève (Suisse). Il a été assistant de recherche à l'Institut universitaire de hautes études internationales (1991-1993) et chargé d'enseignement à la Faculté de droit

de l'Université de Genève (1993-1996). Il a publié de nombreux articles dans des revues juridiques internationales sur des questions comme le règlement judiciaire international des conflits relatifs aux délimitations maritimes, le droit international de la mer et le droit des conflits armés.

M. Politakis a commencé à travailler pour JUR en 1996. En 2000, il a été muté à NORMES où il a d'abord assumé les fonctions de juriste spécialisé dans le droit du travail puis celles de coordinateur de l'équipe chargée des conventions relatives au salaire, au temps de travail et à certaines catégories particulières de travailleurs dont les gens de mer.

M. Christian Ramos Veloz (République dominicaine)

Nommé conseiller principal du Cabinet du Directeur général (CABINET) au grade D.1 à compter du 1^{er} octobre 2014. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en mars 2012.

M^{me} Valérie Schmitt (Guinée)

Nommée chef du Service de la politique sociale, de la gouvernance et des normes (SOC/POLICY) au sein du Département de la protection sociale (SOCPRO) et promue au grade D.1 à compter du 1^{er} juillet 2014.

Née en 1972, M^{me} Schmitt est titulaire d'un D.E.A. en économie quantitative de Paris Sciences Economiques (Laboratoire du Delta) et elle a obtenu un diplôme avec mention de l'Ecole des hautes études commerciales de Paris (HEC). Elle est également titulaire d'une licence de philosophie de l'Université Paris IV – La Sorbonne.

M^{me} Schmitt a commencé à travailler pour le BIT en 2003. Jusqu'à juin 2010, elle a assumé les fonctions de spécialiste de la sécurité sociale au sein de l'Equipe d'appui technique au travail décent pour l'Asie de l'Est et du Sud-Est et le Pacifique. Elle a aussi travaillé pour le Programme relatif aux stratégies et techniques contre l'exclusion sociale et la pauvreté (STEP) de l'OIT à Genève.

M^{me} Schmitt a dix-sept ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la protection sociale, au siège comme dans la structure extérieure. Avant d'entrer au BIT, elle a travaillé pour une société de conseil française spécialisée dans la protection sociale en matière sanitaire et pour une organisation non gouvernementale mettant en place des systèmes de microassurance en Afrique, également dans le domaine de la santé.

M^{me} Luciana Sperandio (Brésil)

Nommée directrice du Département de l'administration et des services internes (INTSERV) et promue au grade D.2 à compter du 1^{er} juin 2014. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en mars 2007.

M. Terje Tessem (Norvège)

Nommé chef du Service du développement et des investissements (DEVINVEST), au sein du Département des politiques de l'emploi (EMPLOYMENT), et promu au grade D.1 à compter du 1^{er} mars 2014.

Né en 1955, M. Tessem est membre de la Société norvégienne des cadres techniques et scientifiques diplômés de l'enseignement supérieur (Tekna). Il est titulaire d'une maîtrise en génie civil de l'Université de Trondheim (Norvège).

M. Tessem est entré au BIT en 1987. Il a travaillé principalement pour EMPLOYMENT, à Genève, mais a également été affecté en Afrique pendant six ans, d'abord en tant que spécialiste au sein du Bureau sous-régional de l'OIT pour l'Afrique australe à Harare, puis, pendant deux ans, en tant que Directeur de l'équipe pour l'Afrique du Programme ASIST du BIT, qui couvre 15 pays d'Afrique australe et orientale. Depuis 2007, il est chef du Programme des investissements à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO).

Avant d'entrer au BIT, M. Tessem a été chercheur et enseignant à l'Université de Trondheim (Norvège) et il a exercé des activités relatives à la gestion et au développement technique ainsi qu'aux démarches participatives en matière de planification et de développement locaux en milieu urbain et rural au sein de l'administration publique chargée du réseau routier en Norvège.

M^{me} Corinne Vargha (Hongrie)

Nommée chef du Service des principes et droits fondamentaux au travail (FPRW), au sein du Département de la gouvernance et du tripartisme (GOVERNANCE), et promue au grade D.1 à compter du 1^{er} avril 2014.

Née en 1963, M^{me} Vargha est titulaire d'une maîtrise de droit de l'Université de Louvain-la-Neuve (Belgique).

M^{me} Vargha a commencé sa carrière au BIT en 1988; elle a été affectée dans des bureaux extérieurs comme au siège et a été amenée dans ce cadre à fournir des services consultatifs techniques sur le droit du travail comparé et les normes internationales du travail aux gouvernements et aux dirigeants d'organisations d'employeurs ou de travailleurs. Elle a beaucoup travaillé aux côtés des Etats Membres pour les aider à respecter leurs engagements en mettant en œuvre les droits au travail au-delà de la seule réglementation, conformément à la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail de 1998. En sa qualité de spécialiste principale de la législation du travail et des relations professionnelles comme dans ses fonctions de chef de l'Unité du droit du travail et de la réforme, au sein de GOVERNANCE, elle a contribué à la tenue de nombreuses discussions tripartites nationales sur la réforme de la législation du travail.